

dans ses vues. Je veux parler de son maître Tocqueville. On sait quels étroits rapports unirent ces deux esprits. Dès 1843 nous voyons Gobineau travailler sous sa coupe et tracer pour lui « un abrégé des progrès et transformations de la morale politique et sociale dans son état actuel ¹ ». Appelé aux Affaires Etrangères Tocqueville prendra Gobineau pour secrétaire particulier. Ce choix décidera de la carrière diplomatique de notre auteur. Cette amitié ne se démentira pas et, jusqu'à sa mort, survenue en 1859, Tocqueville ne cessera de correspondre avec son ancien protégé.

A dire le vrai, ces deux esprits, d'un tempérament si contraire, n'étaient guère faits pour s'entendre. Les tendances démocratiques et l'optimisme de l'un ne pouvaient mener bon ménage avec le pessimisme et les goûts impérialistes de l'autre. Ils ne se ménagèrent ni les critiques ni les objections, et je crois bien qu'ils ne demeurèrent d'accord que sur un point, justement le régionalisme. Dans le troisième numéro de la *Revue provinciale* qui s'ouvre sur un article de Gobineau, *la centralisation devant l'assemblée nationale*, le jeune écrivain s'écrie : « Il faut en croire M. de Tocqueville ; il faut se réfugier dans les institutions communales, se retremper dans la vérité vraie, morale, utile, pratique du foyer ». Plus tard, en 1856, dans une longue et très importante lettre à l'auteur de *l'Ancien Régime et la Révolution*, où Gobineau résume une partie de son système politique, nous lisons :

« Il me paraît très difficile de pouvoir qualifier d'institutions libres la mécanique plus ou moins compliquée que l'on superpose à une société comme la nôtre pour la faire mouvoir. Un peuple qui, avec la république, le gouvernement représentatif ou l'Empire, conserverait toujours pieusement un amour immodéré pour l'intervention de l'État en toutes ses affaires, pour la gendarmerie, pour l'obéissance passive au collecteur, au voyer, à l'ingénieur, qui ne comprend plus l'administration municipale, et pour qui la centralisation absolue et sans réplique est le dernier mot du bien, ce peuple-là, non seulement n'aura jamais d'institutions libres, mais ne comprendra même jamais ce que c'est ».

1. *Correspondance entre Alexis de Tocqueville et Arthur de Gobineau*; Paris, Plon-Nourrit, 1909, 1 vol. in-8, p. VI.